

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale
des Dynamiques Sociales



M.E.S., n°149
Mars - Avril 2026



SOMMAIRE

– Jean-Henri Lokoka Isekolo, Construction et validation d'une échelle de mesure des pratiques documentaires des étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire congolais.....	1
– Clovis Elongama Elambo, La protection constitutionnelle du mandat parlementaire en République Démocratique du Congo : entre garantie normative et fragilité institutionnelle.....	10
– Willy Mwana Nkwara, Patrick Mpia Weeti, Décentralisation territoriale et développement local en RD Congo : analyse économétrique des asymétries fiscales et de leur incidence sur le bien-être provincial	18
– Nkuna Beya, Le principe de continuité du service public à l'épreuve du droit de grève en République Démocratique du Congo : vers une conciliation constitutionnelle dans le secteur de la santé.....	33
– Véronique Pomo Lopaka, Mécanismes d'application de la gratuité et leur impact sur la qualité de l'enseignement dans les écoles conventionnées catholiques de la coordination sous-provinciale de Mont-Amba.....	40
– Paul Mbungu Muaka, Interaction entre croissance économique et qualité de l'environnement en République Démocratique du Congo de 2000 à 2023.....	49
– Hervé Loola Esingi, De la problématique du principe de la hiérarchisation du ministère public face au devoir d'impartialité.....	59
– Alphonse Empa-Mposa Kentoloni, L'impérialisme occidental en Afrique : une nécessité pour sa déconstruction.....	67
– Edouard Nosa Matumona, Analphabétisme fonctionnel et blocage du progrès intellectuel en République Démocratique du Congo : analyse théorique et étude qualitative du cas de l'EPSP/Kinshasa	79
– Daniel Mulenda Lomena Emamba, Serge Makiadi ma Kikhela, La problématique de gestion du risque écologique sur les sites d'exploitation pétrolière : quel impact sur la rentabilité des pétroliers producteurs ?	87
– Jérôme Etambalako Okito, Octave Makwala Yanukwa, Éco-industries en République Démocratique du Congo : déterminants institutionnels, potentiel structurel et trajectoires de transition écologique....	98
– Hervé Butuna Nekanda, Guy Kwete Mwana, L'impact des normes environnementales et urbanistiques sur les droits du concessionnaire foncier en RD Congo. Entre souveraineté domaniale, conditionnalité écologique et sécurité juridique.....	108
– Fiston Ituba, La migration du budget des moyens vers le budget-programme en République Démocratique du Congo : analyse institutionnelle des contraintes et conditions de réussite.....	116
– Albert Kalonji Betu, Le pouvoir de régulation du juge constitutionnel congolais : entre compétence implicite et activisme prétoire.....	123
– Patrick Kitamoyo Katanya, De l'abolition au maintien du multipartisme en RD Congo : analyse institutionnelle et perspectives de réforme du système partisan.....	132
– Glevis Omende Kahudi, Les fondements stratégiques du développement endogène en République Démocratique du Congo : lecture en économie politique internationale et en politiques publiques.....	139
– Willy Mwana Nkwara, Patrick Mpia Weeti, Décentralisation, gouvernance territoriale et développement local en RD Congo : une analyse économétrique des effets conditionnels de l'autonomie fiscale sur le bien-être territorial.....	146
– Elisabeth Katanda Muamba, De la passation des marchés publics par les dotations minières en République Démocratique du Congo : qualification juridique, régime applicable et enjeux de gouvernance	160

– Lopez Malongo Ndonzuao, <i>La gestion rationnelle des conflits électoraux face aux « vérités des urnes » en droit positif congolais</i>	169
– Justin Besako Beyoyi, <i>La protection du travailleur dans la conclusion et la démonstration du contrat de travail en droit congolais : analyse critique du visa de l'Office National de l'Emploi et perspectives de réforme</i>	177
– Macaire Mundia Kalunga, <i>Lacunes structurelles et stratégies juridiques face au conflit transfrontalier entre la RD Congo et la république d'Angola relatif à la pollution des rivières Kasai et Tshikapa</i>	184
– Lauraine Biselele Bakambila, Albert Kalonji Betu, <i>Le contentieux fiscal juridictionnel de recouvrement à l'initiative du contribuable en droit positif congolais : analyse normative, incertitudes juridictionnelles et enjeux d'État de droit fiscal</i>	192
– Martin Nkoy Akodi, Justin Besako Beyoyi, <i>Le procès équitable dans le contentieux des résultats électoraux en République Démocratique du Congo : entre consécration normative et fragilités institutionnelles</i>	202
– Jérôme Tshitambwe Tshileo, <i>Zones vertes de la république démocratique du Congo et migration pastorale des éleveurs mbororo. Analyse prospective d'une nouvelle menace à venir</i>	209
– Jacques Fatu Muzesa, Sylvain Shomba Kinyamba, <i>Solidarité intergénérationnelle et exploitation des personnes âgées à Kinshasa. Perceptions sociales et logiques locales dans les communes de Kinseso et Lemba</i>	218
– Josué Wembi Low'okedi, Roger Mbuyu Kimpesa Kasulo, Naolie Tshibuaya Tshibangu, <i>Le droit d'accès à la justice des peuples autochtones pygmées en milieux forestiers : comment réduire les inégalités ?</i>	227
– Godefroid Misenga Milabyo, André José Bandaba Ngabo, <i>Décentralisation financière et développement économique locale en RDC : analyse empirique en données de panel (2018-2023)</i>	236
– Norbert Musanga Amisi, Hervé Matunguna Kwilu, Olivier Tombe Tombe, <i>L'enseignant congolais face aux défis de l'éducation. Cas des enseignants de la sous-province éducationnelle de Limete 2</i>	247
– Valéry Olamba Ondjo, Jean-Pierre Kayumba Shembo, <i>Perceptions des inspecteurs itinérants et efficacité de l'encadrement pédagogique en milieu provincial congolais : analyse empirique dans la Sous-Division Lodja 1 (Province du Sankuru)</i>	255
– Hugues Kwete, Augustin Kitangi, Alex Mbantshi, <i>hiérarchisation des modes de financement des entreprises de sécurité privée en RD Congo. Evidence empirique de la ville de Kinshasa (2021–2024)</i> ...	264
– Patricia Imongo Namwi, Joël Bunduki Kambulu, <i>Gestion du changement comme vecteur d'innovation dans la fonction publique : enjeux et contrainte</i>	277
– Serge Pelo Mbozo, <i>L'évolution du droit international au regard des conflits Israël-Palestine et Rwanda-RD Congo</i>	284
– Erlin Lokato Baku, Anne Kapinga Kalonji, Joël Kabeya Nsaka, <i>La gestion des déchets plastiques : défis environnementaux et solutions durables</i>	290
– Eugénie Dinkembi Dimbueni, <i>Reconnaissance culturelle africaine : approche anthropologique de la contribution du Mandombe et de Kimbagula au développement endogène en RD Congo</i>	298
– Freddy Clever Lubala Kasumbi, Aloise Mapela Masudi, Zacky Madilo, <i>Les effets de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (2017–2024)</i> ...	305
– Hervé Masaki Mamvuaka, Ruth Luboya Kalubi, Logas Lowenga Koyamondja, <i>L'adéquation formation-emploi en RD Congo : analyse du décalage entre les compétences universitaires et les besoins des secteurs financier et télécommunication</i>	315
– Hugues Ngamika Mukumubi, <i>La caducité de l'ordonnance de référé-suspension en cas d'irrecevabilité de l'action principale en droit administratif. Analyse jurisprudentielle congolaise et approche comparée France-RDC</i>	320
– Jean-Pie Farcy Sakasangu Kamonga, <i>La performance financière levier de la bonne gouvernance des entreprises publiques en RD. Congo : analyse comparative de trois sociétés d'État (2019–2021)</i>	328

- Sophie Tshibola Mulumba, *Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) comme levier du développement de la ville de Kinshasa : analyse de leur contribution et de leurs défis structurels*.....336
- Sandra Sassy Mbeti, *Structure financière et gestion du cycle d'exploitation : une analyse des entreprises publiques en RD Congo*.....347
- Moise Mulumba Mutamba, Gloria Mbenza Luamba, Bachelard Kasangila Kembo, *Force familiale chez les parents d'enfants présentant une déficience intellectuelle à Kinshasa : effets de la variable sexe et la confession religieuse*.....358
- Yves Bibombe Kadima, *Le sens de l'article 120 de la loi n°16/027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif en RDC*.....363
- Crispin Mabula Muaripambu, Muanza Kabangu Muanyinay, Jonathan Enguta Mwenzi, *Implication et satisfaction au travail des candidats à la retraite des services publics congolais*.....370
- Jean-Paul Shabani, *Descriptive Analysis of English Segmental and Stressing Errors Made by EFL Learners in a Multilingual first Language Environment*.....376

LES EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DIGITALE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (2017-2024)

par

Freddy Clever LUBALA KASUMBI

Aloise MAPELA MASUDI et Zacky MADILO

(Tous) Apprenants en Gestion, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université de Kinshasa

Résumé

Cette étude analyse les effets de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 2017-2024. À partir d'un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL), l'analyse met en évidence l'existence d'une relation de long terme entre la croissance économique et quatre variables explicatives : le taux d'abonnement à la téléphonie mobile, le taux d'accès à internet, le taux d'utilisation de la monnaie mobile et l'inflation.

Les résultats montrent qu'à court terme, l'inflation exerce un effet négatif significatif sur la croissance, tandis que l'expansion de la téléphonie mobile et de la monnaie mobile stimule l'activité économique. En revanche, l'augmentation rapide de l'accès à internet présente un effet transitoirement négatif, probablement lié aux coûts d'ajustement et d'investissement.

À long terme, l'accès à internet devient un facteur structurel de croissance, alors que l'usage intensif de la monnaie mobile présente un effet négatif significatif, suggérant des risques liés à la désintermédiation bancaire et à la fragilité institutionnelle. Ces résultats soulignent que l'inclusion financière digitale constitue un levier potentiel de croissance, mais son efficacité dépend du cadre institutionnel et de la qualité de la régulation économique.

Mots-clés : inclusion financière digitale, croissance économique, ARDL, monnaie mobile, RDC

Abstract

This study analyzes the effects of digital financial inclusion on economic growth in the Democratic Republic of Congo over the period 2017-2024. Using a distributed lag autoregressive model (ARDL), the analysis highlights the existence of a long-term relationship between economic growth and four explanatory variables: the mobile phone subscription rate, the internet access rate, the mobile money usage rate, and inflation.

The results show that in the short term, inflation exerts a significant negative effect on growth, while the expansion of mobile telephony and mobile money stimulates economic activity. On the other hand, the rapid increase in internet access presents a temporarily negative effect, likely related to adjustment and investment costs.

In the long term, internet access becomes a structural growth factor, while the intensive use of mobile money presents a significant negative effect, suggesting risks related to banking disintermediation and institutional fragility. These results highlight that digital financial inclusion constitutes a potential growth lever, but its effectiveness depends on the institutional framework and the quality of economic regulation.

Keywords : digital financial inclusion, economic growth, ARDL, mobile money, DRC

INTRODUCTION

La transformation numérique du secteur financier constitue l'un des phénomènes structurants de l'économie contemporaine. L'essor des paiements mobiles, du mobile banking et des plateformes de services financiers numériques redéfinit les mécanismes traditionnels d'intermédiation financière en réduisant les coûts de transaction, en améliorant l'efficacité allocative et en accélérant la circulation de l'information financière (Ozili, 2022 ; Sahay et al., 2015). Cette mutation s'inscrit dans une dynamique plus large de digitalisation de l'économie mondiale, où les technologies de l'information et de la communication (TIC) deviennent des déterminants essentiels de la productivité et de la croissance (Qiang, 2009 ; Khera et al., 2021).

Dans les pays en développement, et particulièrement en Afrique subsaharienne, l'inclusion financière digitale est considérée comme un levier stratégique de réduction de la pauvreté et de stimulation de la croissance économique (Guérineau & Jacolin, 2014 ; Ifediora et al., 2022). En facilitant l'accès aux services financiers via le téléphone mobile et internet, elle favorise la mobilisation de l'épargne, l'amélioration de la vitesse de circulation monétaire et l'élargissement de l'accès au crédit pour les ménages et les petites entreprises (Dabla-Norris et al., 2015 ; Buera, Kaboski & Shin, 2012). Les services de mobile money ont notamment permis d'intégrer des populations historiquement exclues du système bancaire formel, contribuant ainsi à l'élargissement de la base financière et à la formalisation progressive des échanges (GSMA, 2023 ; Chinoda & Kapingura, 2023).

Cependant, la littérature empirique demeure nuancée quant à l'impact réel de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique. Si plusieurs travaux concluent à un effet positif significatif (Khera et

al., 2021 ; Thaddeus et al., 2020), d'autres mettent en évidence des effets non linéaires ou conditionnels, dépendant notamment de la qualité institutionnelle et du cadre réglementaire (Zeqiraj, Sohag & Hammoudeh, 2022 ; Eldomiaty, Hammam & El Bakry, 2020). Certaines études soulignent même qu'une expansion non encadrée des services financiers digitaux peut générer des risques macroéconomiques, notamment via une désintermédiation bancaire excessive, une instabilité financière ou des pressions inflationnistes (Dontsi, 2021 ; Igoni, Onwumere & Ogiri, 2020).

Dans les économies fragiles caractérisées par une forte informalité et une instabilité macroéconomique persistante, la digitalisation financière pourrait produire des effets ambivalents : stimulante à court terme, mais potentiellement déséquilibrante à long terme si elle n'est pas intégrée au système bancaire formel (Sahay et al., 2015 ; Ozili, 2022). La République Démocratique du Congo constitue à cet égard un terrain d'analyse pertinent, compte tenu de la progression rapide du mobile money, de la faible bancarisation structurelle et de la volatilité inflationniste observée ces dernières années.

Dans ce contexte, la question centrale de recherche est la suivante : l'inclusion financière digitale constitue-t-elle un moteur durable de la croissance économique en République Démocratique du Congo ? L'objectif de cette étude est d'évaluer empiriquement les effets à court et à long terme de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique congolaise sur la période 2017-2024, en mobilisant un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Cette approche permet d'identifier les dynamiques temporelles, de distinguer les effets transitoires des effets structurels et d'apporter une contribution au débat académique sur la relation entre digitalisation financière et croissance dans les économies en développement.

I. REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THEORIQUE

1.1. Fondements théoriques de la relation finance-croissance

La relation entre développement financier et croissance économique s'inscrit historiquement dans les travaux fondateurs de Schumpeter (1911), qui considérait le système financier comme un moteur essentiel de l'innovation et de la transformation productive. Selon cette perspective, l'intermédiation financière permet d'orienter l'épargne vers les projets les plus productifs, favorisant ainsi l'accumulation du capital et le progrès technologique.

Dans la même logique, McKinnon (1973) et Shaw (1973) ont développé l'hypothèse de la libéralisation financière, soutenant que le développement du secteur financier réduit les contraintes de liquidité, améliore l'allocation des ressources et stimule l'investissement productif. Ces approches ont consolidé le paradigme selon lequel la profondeur financière constitue un déterminant structurel de la croissance économique.

Les travaux plus récents confirment que le développement financier agit à travers plusieurs mécanismes : amélioration de l'efficacité allocative, diversification des risques, mobilisation accrue de l'épargne et réduction des asymétries d'information (Dabla-Norris et al., 2015 ; Sahay et al., 2015). Toutefois, cette relation n'est ni automatique ni linéaire, et dépend fortement du contexte institutionnel et macroéconomique.

1.2. Inclusion financière digitale : canaux de transmission vers la croissance

L'essor des technologies numériques a profondément modifié les mécanismes traditionnels d'intermédiation financière. L'inclusion financière digitale désigne l'accès et l'utilisation des services financiers via des plateformes technologiques telles que le téléphone mobile et internet (Ozili, 2022).

La littérature identifie plusieurs canaux de transmission par lesquels l'inclusion financière digitale peut influencer la croissance économique :

- *canal de mobilisation de l'épargne* : la digitalisation facilite l'ouverture de comptes mobiles et la sécurisation des dépôts, favorisant l'accumulation de l'épargne domestique, particulièrement dans les zones rurales ou faiblement bancarisées (Guérineau & Jacolin, 2014 ; Chinoda & Kapingura, 2023).
- *canal d'expansion du crédit* : l'amélioration de l'accès aux services financiers permet aux ménages et aux petites entreprises de financer leurs activités productives, stimulant l'investissement et la productivité (Buera, Kaboski & Shin, 2012 ; Ifediora et al., 2022).
- *canal de réduction des coûts de transaction* : les paiements mobiles réduisent les coûts liés aux transferts, à la distance et au temps, ce qui améliore l'efficacité économique globale (Khera et al., 2021 ; Qiang, 2009).
- *canal d'amélioration de la circulation monétaire* : le mobile money accélère la vitesse de circulation de la monnaie et améliore la fluidité des échanges économiques (Dontsi, 2021). Cette dynamique peut soutenir la croissance en stimulant la demande agrégée.

Les données du GSMA (2023) montrent que les services de mobile money ont significativement élargi l'accès financier en Afrique subsaharienne, intégrant des millions d'individus auparavant exclus du système bancaire formel.

Malgré ces effets potentiellement positifs, la littérature souligne l'existence d'effets non linéaires et conditionnels. Une expansion excessive du crédit ou une digitalisation non encadrée peut générer des déséquilibres macroéconomiques (Sahag et al., 2015).

Plusieurs travaux mettent en évidence un risque d'instabilité financière en cas de désintermédiation bancaire excessive (Eldomiaty, Hammam & El Bakry, 2020) ; une augmentation potentielle des pressions inflationnistes via la vitesse de circulation monétaire (Dontsi, 2021) ; des effets ambivalents en contexte institutionnel fragile (Zequiraj, Sohag & Hammoudeh, 2022 ; Igoni, Onwumere & Ogiri, 2020).

Ainsi, l'impact de l'inclusion financière digitale dépend de la qualité des institutions, du cadre réglementaire et du degré d'intégration au système financier formel.

1.3. Cadre théorique mobilisé

Cette étude s'appuie sur une approche théorique intégrée combinant trois cadres analytiques complémentaires :

- la théorie de la croissance endogène : selon Romer (1990), le progrès technologique et l'innovation constituent des moteurs internes de la croissance. L'inclusion financière digitale, en facilitant l'accès au capital et en stimulant l'innovation entrepreneuriale, peut accroître la productivité totale des facteurs (Khera et al., 2021) ;
- la théorie quantitative de la monnaie : la digitalisation des paiements influence la masse monétaire et la vitesse de circulation, deux variables centrales dans la détermination du niveau d'activité économique (Friedman, 1968 ; Dontsi, 2021). Toutefois, une expansion excessive peut générer des pressions inflationnistes nuisibles à la croissance ;
- l'approche institutionnelle du développement : selon North (1990) et Acemoglu & Robinson (2012), la qualité des institutions conditionne l'efficacité des innovations économiques. Dans les économies fragiles, une digitalisation financière non régulée peut produire des effets asymétriques, voire déstabilisateurs. La relation entre inclusion financière digitale et croissance économique apparaît donc potentiellement positive via les canaux d'innovation et d'investissement ; conditionnelle au cadre institutionnel et susceptible de générer des effets asymétriques à court et à long terme.

Cette double dimension justifie une analyse dynamique distinguant les effets transitoires des effets structurels, ce qui motive le recours à un modèle ARDL dans cette étude.

II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

2.1. Données et description des variables

L'analyse empirique repose sur des données couvrant la période 2017–2024. Les données proviennent de sources institutionnelles officielles notamment la Banque Centrale du Congo (BCC) pour les variables macroéconomiques et l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications du Congo (ARPTC) pour les indicateurs de télécommunication et de finance digitale.

Afin de capter les dynamiques temporelles de court terme, les données ont été exploitées sous fréquence mensuelle, ce qui permet d'augmenter la puissance statistique des estimations et de mieux identifier les ajustements dynamiques.

Quant aux variables utilisées, il importe de noter que la variable dépendante est croissance économique (GDPG) : taux de croissance du PIB réel, indicateur de performance macroéconomique. Les variables explicatives sont :

- ABTM : Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (proxy de diffusion technologique).
- INTERNET : Taux d'accès à internet (indicateur d'infrastructure numérique).
- MOBILEM : Taux d'utilisation de la monnaie mobile (proxy d'inclusion financière digitale).
- INF : Inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), variable de contrôle macroéconomique.

L'inclusion de l'inflation se justifie par la littérature macroéconomique soulignant son influence sur la croissance via les canaux de stabilité monétaire et de pouvoir d'achat (Friedman, 1968 ; Sahay et al., 2015).

2.2. Stratégie économétrique

- Tests de stationnarité

Avant toute estimation, les propriétés statistiques des séries ont été examinées à l'aide du test de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) (Dickey & Fuller, 1979). Les résultats indiquent une combinaison de séries intégrées d'ordre I(0) et I(1), sans présence de séries I(2), condition nécessaire à l'application du modèle ARDL (Pesaran, Shin & Smith, 2001).

- **Spécification du modèle ARDL**

Compte tenu de la nature mixte des séries, le modèle **Autoregressive Distributed Lag (ARDL)** est retenu. Cette approche présente plusieurs avantages :

- elle est adaptée aux petits échantillons ;
- elle autorise une combinaison de variables I(0) et I(1) ;
- elle permet d'estimer simultanément les effets de court et long terme.

La spécification générale du modèle ARDL(p, q) est :

$$Y_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \lambda_i Y_{t-i} + \sum_{j=0}^q \beta_j X_{t-j} + \mu_t$$

où :

- Y_t représente la croissance économique,
- X_t est le vecteur des variables explicatives (ABTM, INTERNET, MOBILEM, INF),
- μ_t est le terme d'erreur supposé bruit blanc,
- p et q représentent les retards optimaux déterminés par les critères d'information (AIC, SIC, HQ).

- **Modèle à correction d'erreur (ECM)**

La représentation en correction d'erreur dérivée du modèle ARDL est formulée comme suit :

$$\Delta Y_t = \gamma_0 + \sum \gamma_i \Delta Y_{t-i} + \sum \delta_j \Delta X_{t-j} + \phi ECM_{t-1} + \varepsilon_t$$

où :

- ECM_{t-1} représente le terme d'ajustement vers l'équilibre de long terme,
- ϕ mesure la vitesse d'ajustement.

Un coefficient ϕ négatif et statistiquement significatif confirme l'existence d'une relation de long terme stable entre les variables.

- **Test de cointégration aux bornes (Bounds Test)**

Le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) est utilisé afin de vérifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables. La statistique F est comparée aux bornes critiques :

- si $F >$ borne supérieure $\rightarrow$ existence de cointégration.
- si $F <$ borne inférieure $\rightarrow$ absence de cointégration.
- si F entre les deux $\rightarrow$ résultat indéterminé.

Pour garantir la robustesse des estimations, plusieurs tests sont appliqués : test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey ; test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan ; test de normalité de Jarque-Bera et tests de stabilité structurelle (CUSUM et CUSUMSQ).

Le recours au modèle ARDL s'inscrit dans la logique des théories mobilisées. La théorie de la croissance endogène suggère des effets dynamiques différenciés dans le temps (Romer, 1990). La théorie quantitative de la monnaie implique des ajustements progressifs liés à la circulation monétaire (Friedman, 1968) et enfin, l'approche institutionnelle implique que les effets peuvent être asymétriques et dépendants de la structure économique (North, 1990).

Ainsi, la méthodologie adoptée permet d'identifier les effets immédiats (court terme), les effets structurels (long terme) et la dynamique d'ajustement macroéconomique.

III. PRESENTATION ET DISCUSSION DES RESULTATS

3.1. Présentation des résultats

Tableau I. Variables d'étude

Variables	Mesure	Signe attendu	Type des variables
Croissance économique	PIB	+	Variable expliquée
ABTM Abonnement à la téléphonie mobile	Taux de pénétration à la téléphonie mobile	+	Variable explicative
Accès à internet	Taux d'utilisation à internet	+	Variable explicative
Utilisation monnaie mobile	Taux d'accès à la monnaie mobile	+	Variable explicative
Inflation	IPC	-	Variable explicative

L'analyse des statistiques descriptives constitue une étape préliminaire essentielle dans toute investigation quantitative. Elle permet d'appréhender les caractéristiques fondamentales des variables étudiées à travers des indicateurs synthétiques tels que le minimum, le maximum, la moyenne et la médiane. Ces mesures offrent une première lecture de la distribution des données, de leur tendance centrale et de leur amplitude.

Le tableau ci-dessous présente les principales statistiques descriptives relatives aux variables quantitatives retenues dans le cadre de la présente analyse, fournissant ainsi une base empirique nécessaire à l'interprétation économétrique ultérieure.

Tableau II. Statistiques descriptives

	Croissance économique	Inflation	ABTM	Accès internet	Utilisation monnaie mobile
Mean	5.825000	18.51250	50.00125	23.77625	14.04375
Median	5.885880	13.78600	51.27726	25.17712	10.93773
Maximum	8.735417	42.99734	60.36638	31.92523	26.85394
Minimum	1.345833	1.384028	40.54769	14.68808	6.522685
Std. Dev.	2.377494	11.98611	6.713386	5.795700	6.860304
Skewness	-0.436525	0.711442	0.105785	-0.187296	0.841204
Kurtosis	1.985169	2.430385	1.643034	1.674732	2.212579
Jarque-Bera	7.168388	9.396233	7.544477	7.586624	13.80212
Probability	0.027759	0.009112	0.023001	0.022521	0.001007
Sum	559.2000	1777.200	4800.120	2282.520	1348.200
Sum Sq. Dev.	536.9856	13648.36	4281.607	3191.063	4471.058
N =96					

Source : auteurs sur base du Eviews 10.

L'analyse descriptive met en évidence des caractéristiques statistiques différenciées selon les variables étudiées.

La croissance économique présente une moyenne de 5,82 et une médiane de 5,88, indiquant une distribution globalement centrée. Les valeurs s'étendent d'un minimum de 1,34 à un maximum de 8,73. L'écart-type de 2,37 traduit une dispersion modérée autour de la moyenne. La légère asymétrie négative observée suggère une concentration relativement plus importante des observations au-dessus de la moyenne, avec quelques valeurs faibles influençant la distribution.

L'inflation enregistre une moyenne de 18,51 pour une médiane de 13,78, ce qui révèle une distribution dissymétrique. Les valeurs extrêmes varient entre 1,38 et 42,99. L'écart-type élevé (11,98) témoigne d'une forte volatilité. L'asymétrie positive indique la présence de périodes d'inflation exceptionnellement élevées qui tirent la moyenne vers le haut, traduisant une instabilité macroéconomique marquée.

Le taux d'abonnement au téléphone mobile affiche une moyenne de 50,00 et une médiane de 51,27, avec des valeurs comprises entre 40,54 et 60,36. L'écart-type relativement faible (6,71) indique une dispersion limitée. La proximité entre moyenne et médiane suggère une distribution quasi symétrique et une évolution relativement stable de cette variable.

Concernant le taux d'accès à Internet, la moyenne s'établit à 23,77 contre une médiane de 25,17, pour des valeurs comprises entre 14,68 et 31,92. L'écart-type de 5,79 traduit une variabilité modérée. La légère asymétrie négative indique une concentration plus importante des observations dans les valeurs élevées, avec quelques valeurs plus faibles affectant la distribution.

Enfin, le taux d'utilisation de la monnaie mobile présente une moyenne de 14,04 et une médiane de 10,93. Les observations varient entre 6,52 et 26,85, avec un écart-type de 6,86, révélant une dispersion relativement importante. L'asymétrie positive suggère une prédominance de faibles niveaux d'utilisation accompagnée de quelques valeurs particulièrement élevées, traduisant une dynamique de diffusion progressive mais encore inégale.

Dans l'ensemble, les statistiques descriptives révèlent des distributions non parfaitement normales, comme l'indiquent les tests de Jarque-Bera et les probabilités associées. Les asymétries et les éventuels excès de kurtosis observés confirment l'existence de distributions déviant de la normalité stricte, ce qui justifie le recours à des méthodes économétriques robustes dans les estimations ultérieures.

Tableau III. Test de stationnarités

Variables	ADF	VCM	Decison
Croissance économique	-3.714932	-2.892879	I(1)
Inflation	-3.700011	-2.892879	I(1)
Taux abonne tel mobile	-2.251137	-1.944324	I(0)
Taux accès internet	-2.665236	-1.944324	I(1)
Taux utile monnaie mobile	-2.160813	-1.944324	I(1)

Source : auteurs sur EViews 10.

Les résultats du test de racine unitaire d'Augmented Dickey-Fuller (ADF) indiquent que la variable croissance économique présente une statistique ADF de -3,71, inférieure à la valeur critique de -2,89 au seuil de signification retenu. L'hypothèse nulle de présence de racine unitaire est donc rejetée en première différence, ce qui implique que la série est intégrée d'ordre un, notée I(1).

De même, la variable inflation affiche une statistique ADF de -3,70, également inférieure à la valeur critique de -2,89. Ce résultat conduit au rejet de l'hypothèse nulle en première différence et permet de conclure que l'inflation est intégrée d'ordre un, I(1). En revanche, le taux d'abonnement au téléphone mobile présente une statistique ADF de -2,25, inférieure à la valeur critique de -1,94 au seuil considéré. L'hypothèse nulle est rejetée au niveau, ce qui signifie que la série est stationnaire en niveau, soit intégrée d'ordre zéro, I(0).

Concernant le taux d'accès à Internet, la statistique ADF (-2,66) est inférieure à la valeur critique de -1,94, indiquant le rejet de l'hypothèse de racine unitaire après différenciation. La série est ainsi intégrée d'ordre un, I(1). Enfin, le taux d'utilisation de la monnaie mobile enregistre une statistique ADF de -2,16, inférieure à la valeur critique de -1,94. Ce résultat suggère également une stationnarité en première différence, confirmant une intégration d'ordre un, I(1).

Dans l'ensemble, les variables présentent un ordre d'intégration mixte, combinant des séries I(0) et I(1). Cette configuration exclut l'utilisation d'un modèle VAR en niveau standard et oriente l'analyse vers

des approches adaptées aux séries d'ordre d'intégration mixte, notamment le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag) ou la procédure de cointégration aux bornes (Bounds Testing Approach).

Tableau IV. Estimation du modèle ARDL

Effet de court terme		
Variable	Coefficient	Prob.
CROISSANCE ECONOMIQUE(-1)*	-0.029621	0.0014
INFLATION(-1)	0.011651	0.0000
ABONN TEL MOBILE(-1)	0.006572	0.4726
ACCES INTERNET(-1)	0.041940	0.0003
UTIL MONNAIE MOBILE(-1)	-0.089076	0.0000
D(INFLATION)	-0.148953	0.0000
D(ABONNTELMOBILE)	0.895770	0.0000
D(ACCESINTERNET)	-2.475961	0.0000
D(UTILMONNAIEMOBILE)	0.906490	0.0000
Effet de long terme		
Variable	Coefficient	Prob.
INFLATION	0.393338	0.0048
ABONNTELMOBILE	0.221857	0.4442
ACCES INTERNET	1.415904	0.0406
UTILMONNAIEMOBILE	-3.007188	0.0008

Source : auteurs sur base du logiciel Eviews 10.

3.2. Discussion des résultats

3.2.1. Analyse des effets à court terme

L'estimation du modèle ARDL met en évidence des dynamiques différenciées à court terme entre les variables d'inclusion financière digitale et la croissance économique.

Premièrement, l'inflation exerce un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance. Ce résultat est conforme à la théorie macroéconomique classique selon laquelle l'instabilité des prix réduit le pouvoir d'achat, accroît l'incertitude et freine l'investissement productif (Friedman, 1968 ; Sahay et al., 2015). Dans le contexte congolais, caractérisé par une volatilité inflationniste structurelle, cet effet traduit la sensibilité immédiate de l'activité économique aux chocs monétaires.

Deuxièmement, la variation du taux d'abonnement à la téléphonie mobile stimule significativement la croissance à court terme. Ce résultat confirme l'hypothèse selon laquelle la diffusion technologique améliore la connectivité économique, réduit les frictions informationnelles et favorise l'intégration des marchés (Qiang, 2009 ; Khera et al., 2021). L'expansion rapide des abonnements mobiles agit ainsi comme catalyseur transitoire de l'activité via l'intensification des échanges et la fluidité des transactions.

Troisièmement, l'usage de la monnaie mobile présente un effet positif immédiat sur la croissance. Ce résultat est cohérent avec les travaux montrant que les services de mobile money améliorent la circulation monétaire, facilitent les transferts et soutiennent la consommation des ménages (Dontsi, 2021 ; Ifediora et al., 2022). À court terme, la digitalisation financière semble donc stimuler l'activité par le biais d'une augmentation de la demande agrégée et d'une réduction des coûts de transaction.

En revanche, l'expansion rapide de l'accès à internet exerce un effet négatif transitoire sur la croissance. Ce résultat peut s'interpréter comme un effet d'ajustement structurel. Les investissements en infrastructures numériques impliquent des coûts initiaux élevés et des délais d'appropriation technologique, ce qui peut temporairement peser sur la productivité globale (Romer, 1990). Ce phénomène

d'« effet de transition numérique » est souvent observé dans les économies en développement où les gains de productivité liés aux TIC ne sont pas immédiatement internalisés.

Globalement, ces résultats traduisent un processus d'ajustement dynamique : les innovations numériques produisent des effets stimulants immédiats via les canaux transactionnels, mais leur intégration structurelle nécessite une phase d'adaptation institutionnelle et productive.

3.2.2. Analyse des effets à long terme

L'analyse des coefficients de long terme révèle des mécanismes structurels distincts de ceux observés à court terme.

Premièrement, l'accès à internet exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique à long terme. Ce résultat confirme la théorie de la croissance endogène selon laquelle les technologies numériques favorisent l'innovation, la productivité et l'accumulation du capital humain (Romer, 1990 ; Qiang, 2009). À long terme, l'infrastructure numérique devient un facteur structurel de compétitivité, facilitant l'intégration aux chaînes de valeur régionales et internationales.

Deuxièmement, l'inflation modérée apparaît compatible avec la croissance économique. Ce résultat peut s'expliquer par l'existence d'un seuil inflationniste en dessous duquel l'activité économique n'est pas pénalisée, voire stimulée par une légère expansion monétaire (Sahay et al., 2015). Il suggère que la stabilité macroéconomique relative constitue une condition nécessaire à l'efficacité des innovations financières.

Troisièmement, le taux d'abonnement mobile devient statistiquement non significatif à long terme. Cette évolution indique que la simple diffusion technologique ne suffit pas à soutenir durablement la croissance en l'absence d'une transformation productive plus profonde. Autrement dit, l'effet de la téléphonie mobile semble principalement indirect et transitoire, dépendant de son intégration aux activités économiques formelles.

Enfin, l'utilisation intensive de la monnaie mobile présente un effet négatif structurel sur la croissance à long terme. Ce résultat constitue une contribution importante de l'étude. Il suggère que, dans un contexte institutionnel fragile, l'expansion non régulée des services financiers digitaux peut entraîner : une désintermédiation bancaire excessive, une informalisation accrue des transactions, une fragilisation de la transformation des dépôts en crédits productifs et une augmentation potentielle des pressions inflationnistes via la vitesse de circulation monétaire (Dontsi, 2021 ; Zeqiraj et al., 2022).

Ce résultat rejoint les analyses soulignant que la digitalisation financière, lorsqu'elle n'est pas intégrée au système bancaire formel et encadrée par une régulation prudentielle adéquate, peut produire des effets ambivalents voire déstabilisateurs (Eldomiaty et al., 2020 ; Igoni et al., 2020).

L'ensemble des résultats met en évidence une asymétrie temporelle :

- à court terme : effets transactionnels positifs dominants.
- à long terme : effets institutionnels et structurels déterminants.

Cette dynamique suggère que l'inclusion financière digitale agit d'abord comme catalyseur conjoncturel, avant que son impact ne devienne dépendant de la qualité institutionnelle et du degré d'intégration au système financier formel.

Dans le cas de la République Démocratique du Congo, les résultats indiquent que la digitalisation financière constitue un levier de croissance potentielle, mais que son efficacité durable dépend d'une consolidation macroéconomique et d'un renforcement du cadre réglementaire.

Ainsi la présente étude contribue au débat sur la non-linéarité de la relation finance-croissance. Alors que la littérature traditionnelle mettait en avant un effet systématiquement positif du développement financier, les résultats confirment que cette relation est conditionnelle et dépendante du contexte structurel. Ils soutiennent l'idée qu'une digitalisation rapide dans un environnement institutionnel fragile peut produire une forme de **croissance numérique instable**, caractérisée par des gains transitoires suivis de déséquilibres structurels.

En synthèse, l'inclusion financière digitale apparaît comme un levier puissant mais ambivalent de croissance économique en République Démocratique du Congo. Son impact dépend moins de son expansion quantitative que de son intégration qualitative dans un cadre macroéconomique et institutionnel solide.

Ces résultats invitent à dépasser une vision techniciste de la digitalisation financière pour adopter une approche systémique articulant innovation technologique, régulation prudentielle et stabilité macroéconomique.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'analyser les effets de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique en République Démocratique du Congo sur la période 2017-2024, en distinguant les dynamiques de court et de long terme à l'aide d'un modèle ARDL. Les résultats empiriques mettent en évidence une relation significative mais asymétrique entre digitalisation financière et performance macroéconomique.

À court terme, l'expansion de la téléphonie mobile et de la monnaie mobile stimule la croissance économique en réduisant les coûts de transaction, en améliorant la circulation monétaire et en facilitant l'inclusion financière des ménages exclus du système bancaire formel. Ces résultats confirment que la digitalisation financière agit comme un catalyseur conjoncturel, notamment dans les économies caractérisées par une faible densité bancaire.

Cependant, l'analyse de long terme révèle une dynamique plus complexe. Si l'accès à internet constitue un déterminant structurel positif de la croissance, traduisant les effets cumulatifs de l'innovation et de l'intégration numérique, l'utilisation intensive de la monnaie mobile apparaît associée à un effet négatif durable. Cette divergence suggère que la digitalisation financière ne produit pas mécaniquement une croissance soutenable. Dans un environnement institutionnel fragile, elle peut favoriser des mécanismes de désintermédiation bancaire, d'informalisation des flux financiers et de vulnérabilité macroéconomique.

Ces résultats conduisent à une conclusion stratégique majeure : la digitalisation financière n'est pas un substitut au développement institutionnel. Son efficacité dépend de la qualité du cadre réglementaire, de la solidité du système bancaire et de la stabilité macroéconomique. L'inclusion financière digitale constitue un levier potentiel de transformation économique, mais son impact durable requiert une articulation cohérente entre innovation technologique, supervision prudentielle et gouvernance économique.

Sur le plan des politiques publiques, plusieurs orientations stratégiques émergent :

- renforcer l'intégration entre services de mobile money et système bancaire formel afin de soutenir la transformation productive des dépôts.
- développer un cadre macroprudentiel adapté à la finance digitale.
- accélérer les investissements en infrastructures numériques, notamment en matière d'accès à internet.
- stabiliser l'environnement macroéconomique pour limiter les effets inflationnistes susceptibles d'annuler les gains numériques.
- améliorer la qualité institutionnelle afin de maximiser les externalités positives de la digitalisation.

Au-delà du cas congolais, cette recherche contribue au débat international sur la relation entre finance digitale et croissance en soulignant l'existence d'une **asymétrie temporelle et institutionnelle**. Elle suggère que les économies fragiles peuvent connaître une croissance numérique transitoire sans consolidation structurelle si la digitalisation n'est pas encadrée par des institutions robustes.

Enfin, plusieurs pistes de recherche future peuvent être envisagées. L'intégration d'indicateurs institutionnels explicites, l'extension de l'analyse à un panel régional d'Afrique centrale, l'utilisation de modèles non linéaires (NARDL) ou de méthodes causales avancées (FMOLS, DOLS, GMM) permettraient d'approfondir la compréhension des mécanismes identifiés.

En définitive, la transformation numérique du secteur financier représente une opportunité stratégique pour les économies en développement, mais son potentiel de croissance dépend moins de son expansion quantitative que de son ancrage institutionnel et de sa cohérence macroéconomique. L'enjeu n'est pas seulement d'inclure financièrement, mais d'inclure durablement et productivement.

BIBLIOGRAPHIE

- ACEMOGLU, D., ROBINSON, J., *Pourquoi les nations échouent : les origines du pouvoir, de la prospérité et de la pauvreté*, New York, Crown Publishers, 2012.
- ANARFO, E. B., ABOR, J. Y., OSEI, K. A., GYEKE-DAKO, A., « Inclusion financière et développement du secteur financier en Afrique subsaharienne : une approche VAR en panel », *International Journal of Managerial Finance*, 2019.
- BUERA, F., KABOSKI, J., SHIN, Y., « La macroéconomie de la microfinance », Cambridge (MA), National Bureau of Economic Research Working Paper 17905, 2012.

- CHINODA, T., KAPINGURA, F. M., « Inclusion financière numérique et croissance économique en Afrique subsaharienne : le rôle des institutions et de la gouvernance », *African Journal of Economic and Management Studies*, 2023.
- DABLA-NORRIS, E., JI, Y., TOWNSEND, R., UNSAL, F., Identifier les contraintes à l'inclusion financière et leur impact sur le PIB et les inégalités, Washington, Fonds monétaire international, 2015.
- DICKEY, D., FULLER, W., « Distribution des estimateurs pour les séries temporelles autorégressives avec racine unitaire », *Journal of the American Statistical Association*, 1979.
- DONTSI, D., « Les effets du système mobile money sur la croissance économique : le cas des pays de la CEMAC », *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 2021.
- ELDOMIATAT, T., HAMMAM, R., EL BAKRY, R., « Déterminants institutionnels de l'inclusion financière : preuves issues des économies mondiales », *International Journal of Development Issues*, 2020.
- FRIEDMAN, M., *Le rôle de la politique monétaire*, American Economic Review, 1968.
- GUERINEAU, S., JACOLIN, L., « L'inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants », *Revue d'Économie Financière*, Paris, 2014.
- IFEDIORA, C., OFFOR, K. O., EZE, E. F., « L'inclusion financière et son impact sur la croissance économique : preuves provenant d'Afrique subsaharienne », *Cogent Economics & Finance*, 2022.
- IGONI, S., ONWUMERE, J., OGIRI, I., « L'environnement de la finance numérique nigériane et sa croissance économique : douleur ou gain », *Asian Journal of Economics, Finance and Management*, 2020.
- KHERA, P., NG, S., OGAWA, S., SAHAY, R., *L'inclusion financière numérique débloque-t-elle la croissance ?*, Washington, Document de travail du Fonds monétaire international, 2021.
- MCKINNON, R., *Monnaie et capital dans le développement économique*, Washington, Brookings Institution, 1973.
- NORTH, D., *Institutions, changement institutionnel et performance économique*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- OZILI, P. K., « Inclusion financière numérique », Munich, Munich Personal RePEc Archive Paper n° 113789, 2022.
- PESARAN, M. H., SHIN, Y., SMITH, R., « Approches de test des bornes pour l'analyse des relations de niveau », *Journal of Applied Econometrics*, 2001.
- QIANG, C., « Télécommunications et croissance économique », *Document de travail sur la politique de la Banque mondiale*, Washington, Banque mondiale, 2009.
- ROMER, P., « Changement technologique endogène », *Journal of Political Economy*, 1990.
- SAHAY, R., CIHAT, M., N'DIAYE, P., BARAJAS, A., et al., *Repenser l'approfondissement financier : stabilité et croissance dans les marchés émergents*, Washington, Note de discussion du personnel du Fonds monétaire international, 2015.
- SHAW, E., *Approfondissement financier dans le développement économique*, New York, Oxford University Press, 1973.
- ZEQRAR, V., SOHAG, K., HAMMOUDEH, S., « Inclusion financière dans les pays en développement : les institutions de qualité comptent-elles ? », *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 2022.
- GSMA, *Rapport sur l'état de l'industrie sur la monnaie mobile*, Londres, GSM Association, 2023.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

